De l'exilé honorable au criminel potentiel ?

Éléments pour une conclusion

Jeanne Moisand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4350>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.4350

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 101-104

ISBN : 978-2-919040-41-4

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Jeanne Moisand, « De l'exilé honorable au criminel potentiel ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1321 | 2018, mis en ligne le 01 avril 2020, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4350> ; DOI : [https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE\[HY000\] \[2006\] MySQL server has gone away](https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away)

DE L'EXILÉ HONORABLE AU CRIMINEL POTENTIEL ?

ÉLÉMENTS POUR UNE CONCLUSION

Par JEANNE MOISAND, maîtresse de conférences, université Paris-1 Panthéon-Sorbonne,
Centre d'histoire du XIX^e siècle.

Les articles rassemblés dans ce dossier permettent de mesurer l'ampleur des différences dans le traitement, la dénomination et la représentation des exilés au sein de l'Europe du XIX^e siècle. Derrière la diversité des cas, des chronologies, des espaces et des sources évoqués, voit-on se dessiner une évolution commune du vocabulaire et de l'imaginaire social de l'exil ?

Les articles de ce dossier font surgir des évolutions communes et des divergences au sein du vocabulaire et des représentations de l'exil dans différents pays d'Europe. Alors que certains mots de l'exil n'apparaissent que dans un seul contexte linguistique, comme par exemple le « *destierro* » espagnol (Romy Sánchez et Juan Luis Simal), d'autres semblent en revanche circuler plus facilement d'un pays à l'autre : le mot « réfugié », repéré par Delphine Diaz dans les écrits administratifs français, existe aussi en Grande-Bretagne, en Belgique ou en Suisse.

Évolutions et connexions

De grands moments de rupture semblent favoriser la circulation des lexiques. L'onde révolutionnaire de 1830 s'accompagne d'intenses mouvements d'exil et de débats sur les statuts des migrants politiques dans toute l'Europe. Les révolutions de 1848 mettent en circulation le terme de « proscrits » dans le vocabulaire des pays francophones, bientôt utilisé par les radicaux en Belgique pour contrer les usages plus conservateurs et péjoratifs du mot « réfugié » (Maïté Van Vyve). Les connotations négatives du vocabulaire sur l'exil se retrouvent de plus en plus fréquemment dans les écrits de l'administration française

sous le Second Empire, moment où les autorités centrales cherchent à restreindre l'accueil. Pour autant, les autorités locales continuent parfois à qualifier et à traiter les réfugiés plus généreusement (Delphine Diaz). L'année 1871 marque un dernier seuil dans la période étudiée : l'exil communard autorise définitivement la diffusion d'un imaginaire négatif du réfugié, perçu comme un danger public potentiel, associé au socialisme et/ou à la criminalité.

Les représentations dominantes des exilés semblent donc se dégrader au fil de ces grands moments de crise. Même en Grande-Bretagne, malgré le maintien constant d'une politique d'accueil au cours de la période, la représentation globalement positive du réfugié « honorable » des années 1830 semble céder peu à peu la place à une représentation plus critique du révolutionnaire nomade lié aux événements de 1848-1849 ou de 1871, supposé plus dangereux. Cette évolution expliquerait l'abandon des secours financiers aux réfugiés votés par le parlement dans les années 1820 et 1830. À cette époque, les libéraux en exil suscitaient une énorme sympathie parmi les élites politiques et l'opinion publique outre-Manche pour leurs tentatives d'importation du modèle politique britannique sur le continent. Le soutien à leurs successeurs des années 1860 et 1870 semble nettement moins unanime (Thomas Jones).

La divergence entre les représentations de l'exil doit cependant être attribuée autant à une évolution chronologique qu'à la nature des sources étudiées. Selon Delphine Diaz, les sources administratives privilégient, par exemple, le terme de « réfugié » au détriment de celui d'« exilé », pourtant amplement utilisé par les discours politiques ou les sources artistiques. L'exil communard lui-même apparaît sous des jours très différents selon les locuteurs : s'il est présenté par les autorités politiques européennes comme un facteur de déstabilisation sociale, il apparaît en revanche dans les écrits des communards comme une expérience vitale faite de souffrances et de sacrifices, digne d'être célébrée par la poésie et la chanson (Laure Godineau). De même, alors que les autorités suisses s'inquiètent de l'arri-

ivée des proscrits français en 1849, ces derniers produisent nombre de récits au ton nettement plus positif sur leur départ et sur leur périple. Ces écrits de l'exil rendent compte de la cristallisation progressive d'un moment qui passait jadis inaperçu dans les imaginaires de l'exil : le passage de la frontière, comme si les conceptions admini-

nistratives finissaient par pénétrer peu à peu le lexique artistique ou politique (Sylvie Aprile).

De grands moments
de rupture semblent favoriser
la circulation des lexiques.
L'onde révolutionnaire
de 1830 s'accompagne
d'intenses mouvements d'exil
et de débats sur les statuts
des migrants politiques
dans toute l'Europe.

Des pays voués à l'accueil ?

En dehors du cas français, pour lequel les articles de Delphine Diaz, Alexandre Dupont, Sylvie Aprile et Laure Godineau permettent d'aborder tour à tour les conditions plus ou moins favorables de l'accueil des réfugiés étrangers et le départ ou l'expulsion des nationaux, les autres contributions se concentrent exclusivement sur l'une ou l'autre de ces situations, contribuant à modeler l'image d'une Europe divisée entre pays d'accueil et pays émetteurs d'exilés. Les articles sur la Grande-Bretagne, la Belgique

et sur différents pays d'Amérique latine sont ainsi consacrés aux discours et au vocabulaire de l'accueil (Thomas Jones, Maïté Van Vyve, Edward Blumenthal). À l'inverse, ceux qui étudient les exils espagnols ou polonais se consacrent exclusivement aux mouvements de réfugiés issus de ces pays et accueillis à l'étranger (Katarzyna Papież, Alexandre Dupont, Romy Sánchez et Juan Luis Simal). Ces divergences tiennent-elles aux intérêts spécifiques des chercheurs, ou reflètent-elles la réalité des mouvements d'exil de l'époque ?

Les cas belge et britannique, traités respectivement par Maïté Van Vyve et Thomas Jones, montrent pourtant que l'accueil des étrangers est toujours pensé en même temps que les conditions de leur expulsion éventuelle. Plus encore, on pourrait s'interroger sur les liens possibles entre l'expulsion massive de certains nationaux et les débats sur l'accueil des réfugiés étrangers : en Grande-Bretagne par exemple, des centaines de milliers de pauvres et de militants chartistes ou syndicalistes sont déportés vers les colonies dans la première moitié du siècle¹. La fin de ces pratiques de déportation massive, associée à la conquête de libertés nouvelles par les mouvements populaires et syndicaux, bénéficie-t-elle aussi aux réfugiés étrangers ? La Belgique est quant à elle moins connue pour les expulsions ou déportations de nationaux que pour l'émigration massive de sa main-d'œuvre vers la France au XIX^e siècle². N'y a-t-il pas, là aussi, un effet miroir potentiel, dans lequel les termes négatifs parfois utilisés contre les migrants belges en France (nomades sans le sou ou socialistes potentiels) feraient retour vers la Belgique pour qualifier les exilés français ?

Des pays exclusivement producteurs d'exilés ?

D'autres nations, comme l'Espagne ou la Pologne, apparaissent en revanche avant tout comme des producteurs d'exilés. Comme le montrent Romy Sánchez et Juan Luis Simal, on trouve à la fois dans le mot espagnol de « *destierro* » l'idée d'exil et celle

1. Fabrice Bensimon, « Circulations humaines et circulations politiques transimpériales au XIX^e siècle », <https://www.univ-paris1.fr/unites-de-recherche/crhxix/presentation-du-centre/les-activites-de-recherches-du-centre/axe-1-circulations-humaines-et-circulations-politiques-transimpériales-au-xixe-siecle/> 2. Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001.

de bannissement. Cette confusion se retrouve dans les termes associés d'« *expatriación* », « *deportación* », « *extrañamiento* », « *confinamiento* » et « *relegación* » : dans tous les cas, l'expérience définie est celle du départ contraint vers un ailleurs, provoqué par un pouvoir répressif. Alexandre Dupont montre, cependant, que ce pouvoir n'a pas le monopole de la nomination des réfugiés : les sociétés d'accueil, notamment dans une région frontalière comme les Pyrénées françaises, jouent aussi un rôle dans la qualification et le traitement de réfugiés espagnols. L'imaginaire polonais de l'exil repose lui aussi sur l'idée du bannissement de ses nationaux hors de la patrie. Le caractère épique et positif de ce vocabulaire de l'exil semble cependant spécifique : selon Katarzyna Papież, la « Grande émigration » mobilise à la fois le personnage du banni (« *tułacz* »), du pèlerin (« *pielgrzym* ») et du martyr (« *męczennik* »). L'absence d'un imaginaire lié à l'accueil de réfugiés en Espagne ou dans les territoires polonais n'est peut-être cependant qu'un effet de source. Nombre d'étrangers se réfugient, par exemple, en Espagne au XIX^e siècle, sans qu'ils n'aient guère suscité encore de travaux historiques. Des libéraux italiens profitent, par exemple, de l'accueil de Madrid après l'échec de leurs révolutions en 1820. Les années 1830 voient quant à elles arriver de nombreux Portugais. Des circulaires

définissent et encadrent cet accueil selon des modalités qui rappellent celles dont Delphine Diaz rend compte pour la France et qu'elle voit se diffuser en Belgique ou en Suisse (dépôts de réfugiés et éloignement des régions frontalières)³. Les proscriptions françaises de 1851-1852 et la fin de la Commune génèrent, elles aussi, leurs lots de migrations politiques vers l'Espagne, plus ou moins bien acceptées. En 1871, un important débat aux Cortès oppose les partisans et les adversaires d'une politique d'accueil envers les communards. Ces derniers l'emportent⁴. Les archives du ministère de l'Intérieur espagnol, qui permettraient de mieux étudier ces pratiques d'accueil ou d'expulsion, ont presque toutes disparu, ce qui explique en grande partie pourquoi les historiens s'intéressent bien davantage aux bannissements des Espagnols hors de leur pays qu'à l'accueil de réfugiés en Espagne au long du XIX^e siècle.

Ces différents mouvements d'exil ne sont pas tous désignés par les mêmes termes. L'application lexicologique de Google Books, Ngram Viewers, confirme la domination des mots espagnols liés au bannissement (comme « *desterrado* » et « *emigrado* ») au XIX^e siècle, mais on y trouve aussi un usage fréquent du terme « *refugiado* »⁵, peut-être dérivé du vocabulaire administratif français, comme le montre le graphique ci-dessous.

/// Étude lexicologique des mots espagnols liés à l'exil au XIX^e siècle.

Source : Google NgramViewer.

3. AHN (Madrid), FC, Gobernacion, Serie A, legajo 33. 4. Jeanne Moisand, « Les exilés de la "République universelle". Français et Espagnols en révolution (1868-1878) », in Delphine Diaz, Jeanne Moisand, Juan Luis Simal, Romy Sanchez (dir.), *Exils entre les deux mondes, Migrations et espaces politiques atlantiques au XIX^e siècle*, Bêcherel, Perséides, 2015, pp. 161-187. 5. <https://books.google.com/ngrams/>

Le vocabulaire espagnol de l'exil pourrait aussi être imprégné de circulations atlantiques. Edward Blumenthal montre dans son article l'importance des juristes d'Amérique latine dans la production et la circulation mondiale des concepts juridiques autour de l'asile politique. Les liens entre l'expérience latino-américaine et le lexique et les pratiques de l'accueil en Espagne restent quant à eux à étudier.

La comparaison entre les différents territoires couverts par les articles de ce dossier incite donc à mettre en doute les classements opérés *a priori* par les sources et la bibliographie entre pays de départ et pays d'accueil des réfugiés. En confrontant les

multiples espaces concernés par les problèmes de nomination et de traitement des exilés politiques au XIX^e siècle, les articles de ce dossier rendent finalement compte de deux mouvements, apparemment contradictoires et pourtant solidaires, qui concernent partout l'évolution des mots de l'exil. On repère, d'une part, la circulation de plus en plus importante des termes et des pratiques liés à l'accueil des réfugiés par les autorités, et des représentations produites par les réfugiés eux-mêmes. Et l'on voit, en même temps, s'affirmer la criminalisation progressive de ces mêmes réfugiés, auxquels sont imposées des conditions d'accueil de plus en plus drastiques. ■